

Interpellation du groupe LIBERAL, clause d'urgence.

Rimus, les discussions, les attaques et après ?

Le groupe libéral a assisté, stupéfait, aux échanges entre le conseil communal et les acteurs du monde culturel chaud-de-fonnier par l'intermédiaire de la presse.

Le groupe libéral regrette de ne jamais avoir été saisi d'un rapport d'information et d'avoir été confronté auxdits échanges après la publication d'un rapport.

Sur le fond, le rapport semble être bon. Sur la forme, il s'agit d'une catastrophe que nulle autre entité étatique n'a jamais osé présenter.

En effet, s'il est normal, de nos jours de faire appel à des consultants externes, jamais le consultant engagé pour cette mission là n'a été ensuite, voire simultanément, nommé à la direction du service analysé.

Le résultat, pitoyable : c'est un conseil communal qui retire une procédure de consultation, c'est un conseil général qui est informé par la presse des mesures prises et c'est une cheffe de service dans une situation délicate.

Le groupe libéral souhaite dès lors être renseigné quant aux démarches futures liées à la nécessaire réorganisation des musées ; il souhaite également être renseigné sur l'attitude qu'entend désormais adopter le conseil communal quant à la forme et les dégâts consécutifs causés par ledit rapport.

Pour le groupe libéral

Frédéric Hainard




